

VIANDE

Situation du marché

La production mondiale de viande n'a globalement augmenté que de 1 % en 2016 – passant à 317 millions de tonnes –, la hausse enregistrée en Europe et dans les Amériques étant contrebalancée par un recul de la production en Chine en particulier, mais aussi en Australie. Cette progression est la plus modeste enregistrée sur un an au cours de la décennie écoulée. La production de viande de volaille et de viande bovine a augmenté, alors que celle des viandes porcine et ovine a diminué.

Selon l'indice des prix de la viande de la FAO, les prix se situaient début 2016 à un niveau peu élevé, équivalent à celui constaté à la fin 2009, et malgré un redressement dans le courant de l'année, ils se sont établis en moyenne annuelle au niveau de 2010, soit très en deçà des sommets récents. Ils ont augmenté pour tous les types de viande, en particulier les viandes ovine, porcine et de volaille ; la hausse a toutefois été plus modeste en ce qui concerne la viande bovine. L'offre restreinte de viande porcine dans l'Union européenne et de viande ovine dans la région Océanie explique la hausse des prix de ces produits. S'agissant de la viande de volaille, c'est la demande internationale soutenue (en particulier de l'Asie) qui a maintenu les prix. Parallèlement, la reprise de la production de viande bovine aux États-Unis a réduit les besoins d'importations de ce pays, d'où une augmentation plus modeste des prix mondiaux de ce produit que de ceux des autres types de viande.

Les échanges mondiaux de viande sont repartis à la hausse en 2016, atteignant 30 millions de tonnes (+5 %). Cela représente un retour à la tendance après la baisse de 2015. Les échanges se sont accrus de 9 % pour la viande porcine, de 5 % pour la volaille et de 3 % pour la viande bovine, alors qu'ils ont reculé de 3 % pour la viande ovine. En ce qui concerne les pays, la Chine en particulier a augmenté ses importations de viande, de même que l'Afrique du Sud, le Chili, la Corée, les Émirats arabes unis, le Mexique, les Philippines et l'Union européenne. En revanche, aux États-Unis et au Canada, l'augmentation de la production intérieure a conduit à une baisse des importations. Ces dernières ont également diminué en Australie, dans la Fédération de Russie et en Angola. La progression des exportations mondiales de viande est imputable en premier lieu au Brésil et à l'Union européenne, suivis par les États-Unis. Les ventes se sont également accrues en Argentine, au Canada, au Mexique, en Nouvelle-Zélande, au Paraguay et en Thaïlande. Elles ont, en revanche, reculé en Afrique du Sud, en Australie, en Chine, en Inde et en Turquie.

Principaux éléments des projections

Les perspectives du marché de la viande demeurent relativement favorables pour les producteurs. Les prix des céréales fourragères diminuent et devraient, dans des conditions météorologiques stables, se maintenir à un niveau peu élevé pendant la période de projection. Cela confère de la stabilité à un secteur où les coûts d'alimentation ont été, au cours de la précédente décennie, particulièrement élevés et fluctuants pendant des périodes prolongées. C'est le cas en particulier dans des régions comme les Amériques, l'Australie et l'Europe, où les céréales fourragères sont utilisées de manière plus intensive dans la production de viande.

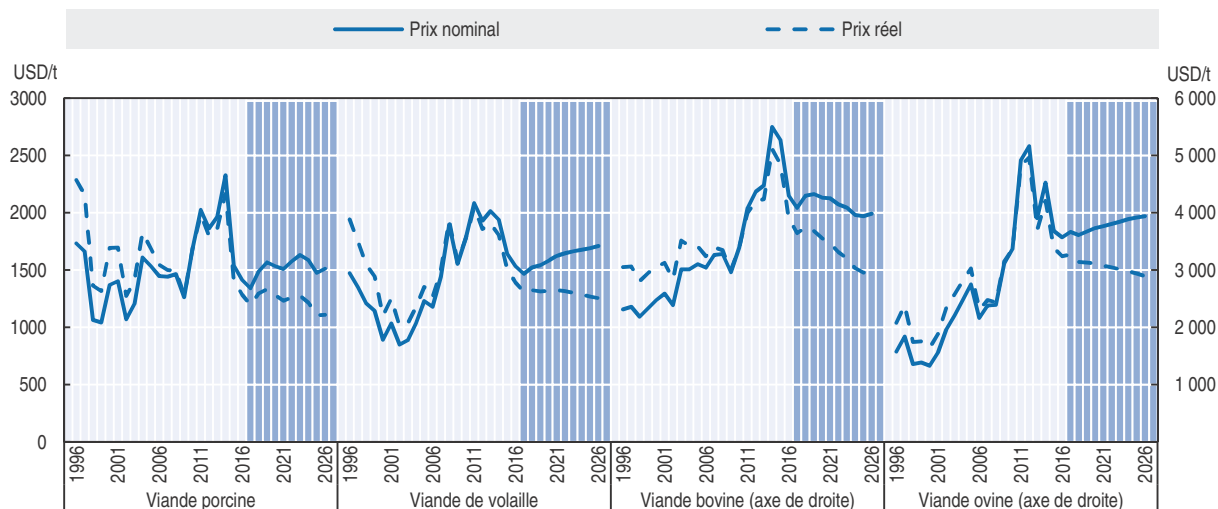
En 2026, la production de viande devrait avoir augmenté de 13 % par rapport à la période de référence (2014-16). La hausse a été de près de 20 % au cours de la décennie écoulée. Les pays en développement devraient représenter la majeure partie de l'augmentation totale, moyennant une utilisation plus intensive d'aliments pour animaux dans le processus de production. La viande de volaille faisant l'objet d'une demande accrue parce qu'elle est plus abordable que les viandes rouges, elle est le principal moteur de la progression de la production totale de viande. Ses faibles coûts de production et ses prix de vente peu élevés contribuent à en faire une viande de choix pour les producteurs et les consommateurs des pays en développement. Dans le secteur de la viande bovine, la reconstitution des effectifs est à l'œuvre dans plusieurs grandes régions de production, mais le recul des abattages dans ces régions devrait être compensé par l'augmentation des poids carcasse. Dans les pays plus avancés dans le processus de reconstitution, la production est accrue par la hausse du nombre d'abattages. La conséquence est un léger accroissement de la production de viande bovine à partir de 2016. Cette tendance devrait s'accroître à compter de 2017, du fait de la poursuite de l'augmentation du nombre des abattages. La production de viande porcine progresse également après 2017 en raison de l'agrandissement progressif du cheptel en Chine. Cette croissance des effectifs est toutefois ralentie par le renforcement des réglementations environnementales et les problèmes de bien-être animal touchant le secteur porcin. La production devrait également s'accroître dans le secteur de la viande ovine, à hauteur de 2.0 % par an au niveau mondial, un pourcentage plus élevé que lors de la précédente décennie. Les hausses de production auront lieu principalement en Chine, mais aussi en Algérie, en Australie, au Bangladesh, en Iran, au Nigéria, au Pakistan et au Soudan.

Au niveau mondial, la proportion de la production de viande qui est exportée devrait rester plus ou moins stable pendant toute la période de projection (environ 10 %), la viande de volaille représentant la majeure partie de l'augmentation des volumes. La hausse de la demande d'importations sera faible pendant les premières années de la période de projection, principalement à cause de la baisse des importations de la Chine et de la Fédération de Russie. La demande d'importations va s'accroître pendant la seconde moitié de la période en raison de la hausse des importations dans le monde en développement. Cette progression de la demande sera particulièrement forte aux Philippines et au Viet Nam, mais aussi en Afrique subsaharienne, qui représente une grande partie de l'accroissement des importations tous types de viande confondus. Bien que l'on s'attende à ce que les pays développés continuent de représenter un peu plus de la moitié des exportations mondiales de viande à l'horizon 2026, leur part diminuera sans discontinuer par rapport à la période de référence. Parallèlement, la part des exportations mondiales des deux plus gros exportateurs de viande – le Brésil et les États-Unis – devrait approcher 44 %, ce qui signifie que ces deux pays contribueront pour près de 70 % à l'augmentation prévue des exportations mondiales au cours de la période de projection.

Au début de la période de projection, les prix nominaux de la viande devraient s'établir à un niveau inférieur ou égal à celui enregistré en 2016. Ils ne devraient évoluer que marginalement à la hausse, à mesure que le marché se développe et exerce une pression à la baisse. Malgré l'absence de perturbation des cycles de production qui demandent plus de temps (ceux des viandes bovine et ovine), les prix nominaux de l'ensemble des viandes devraient être plus élevés en 2026 qu'actuellement. D'ici à 2026, le prix de la viande bovine devrait se hisser à 3 984 USD/t équivalent poids carcasse (epc) et celui de la viande ovine à 3 938 USD/t epc ; parallèlement, les prix mondiaux de la viande porcine et de la volaille


devraient monter jusqu'à environ 1 500 USD/t epc et 1 709 USD/t poids produit (pp) respectivement, la demande de viande de volaille augmentant plus rapidement que celle de porc. En termes réels, les prix de tous les types de viande devraient suivre une tendance à la baisse (graphique 3.4), alors que les écarts entre le prix de la viande et les coûts des aliments du bétail restent conformes aux tendances antérieures.

Graphique 3.4. **Prix mondiaux de la viande**



Note : Bouvillons, 1 100-1 300 lb poids paré, Nebraska, États-Unis. Prix du barème de l'agneau poids paré, moyenne toutes catégories, Nouvelle-Zélande. Gorets châtrés et cochettes, n° 1-3, 230-250 lb poids paré, Iowa/Minnesota, États-Unis. Brésil : valeur unitaire des exportations de poulet (FOB) en poids de produit.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933524239>

La consommation mondiale de viande par habitant devrait se stabiliser à 34,6 kg en poids au détail d'ici à 2026, soit une progression de moins de 500 g par rapport à la période de référence. Toutefois, compte tenu du fort accroissement démographique dans une grande partie du monde en développement, la consommation totale devrait augmenter de près de 1,5 % par an. La consommation supplémentaire par habitant se composera principalement de viande de volaille, tandis que la consommation par habitant de viande porcine sera en recul à l'échelle mondiale. En valeur absolue, l'augmentation de la consommation totale des pays développés représentera au cours de la période de projection environ un cinquième de celle du monde en développement, où elle est alimentée principalement par une croissance démographique et une urbanisation rapides. Ces facteurs jouent un rôle particulièrement important en Afrique subsaharienne, où la consommation totale au cours de la période croît plus rapidement que dans toute autre région. La hausse de la consommation se répartit également de façon différente, la viande bovine représentant presque la majeure partie de l'accroissement total. Par ailleurs, on s'attend à ce que la demande d'importations continue d'augmenter en Asie du Sud-Est.

À l'échelle mondiale, les flambées épidémiologiques et les politiques commerciales restent deux des principaux facteurs qui déterminent l'évolution et la dynamique du marché de la viande. La mise en œuvre de divers accords commerciaux au cours de la période de projection – comme l'Accord de libre-échange entre la Chine et l'Australie (ratifié), l'Accord de libre-échange Canada-Ukraine (ALECU) (signé) ou l'accord économique et commercial

global (AECG) – pourrait permettre d'accroître et de diversifier les échanges de viande. Les politiques nationales (par exemple la révision, en 2018, de la loi agricole aux États-Unis) auront également des conséquences sur le secteur. Les autres facteurs pouvant avoir une incidence sur les perspectives sont notamment les préférences et les attitudes des consommateurs à l'égard de la viande. Leurs préférences vont aux produits provenant d'animaux élevés en liberté et sans antibiotiques, mais il est difficile de déterminer dans quelle mesure ils ont la volonté et la capacité de payer ces produits plus cher.

Le chapitre détaillé des viandes est disponible en ligne à l'adresse

http://dx.doi.org/10.1787/agr_outlook-2017-10-fr

VIANDE

Prix

Malgré une hausse au second semestre 2016, les prix de la viande – qui avaient connu récemment des niveaux records – ont accusé une baisse, tant en valeur nominale qu'en valeur réelle. Au cours de la période de projection, les prix affichent une tendance légèrement à la hausse en valeur nominale du fait d'une croissance économique modérée, mais une tendance à la baisse en valeur réelle. La situation effective dépend ensuite du type de viande.

Les prix nominaux de la viande bovine baisseront jusqu'en 2025, sous l'effet de l'accroissement de la production dans les principales régions productrices du monde. Toutefois, les coûts de l'alimentation animale entraîneront un ralentissement du pourcentage d'augmentation des effectifs de vaches à viande et, par voie de conséquence, de la croissance de la production.

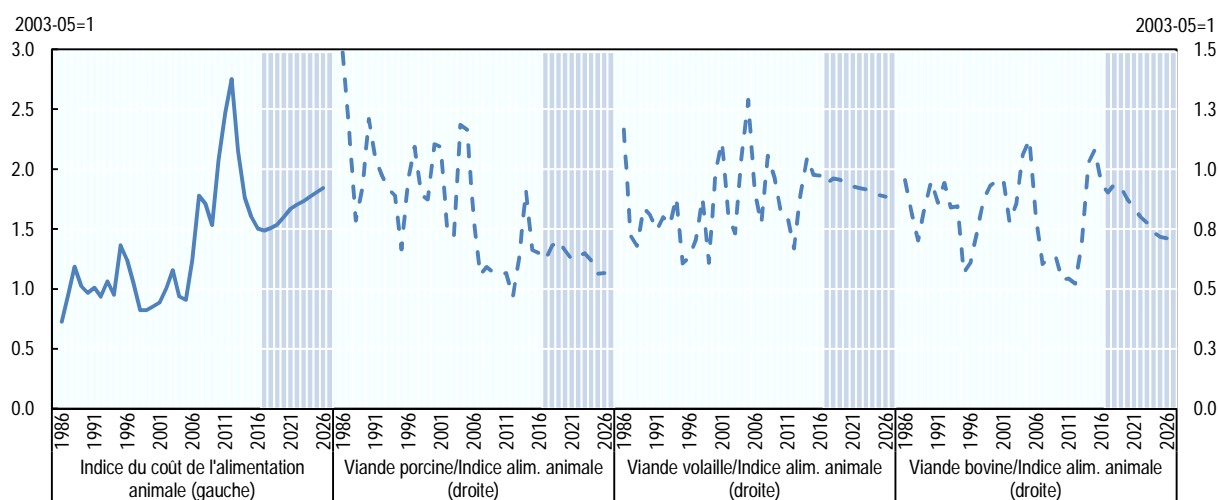
Les prix nominaux de la viande porcine augmenteront faiblement par rapport aux niveaux de 2017, ce qui se traduira par une légère baisse en valeur réelle. Cette tendance s'explique essentiellement par la hausse de l'offre en Amérique du Nord, en République populaire de Chine (ci-après dénommée « la Chine ») et au Brésil, ainsi que par les importations accrues de la Corée, du Mexique et du Viet Nam.

En ce qui concerne la volaille, la combinaison de l'augmentation de la demande (en particulier en Asie), de la hausse progressive des coûts des aliments et de l'abandon des autres types de viande au profit de la volaille entraînera une faible augmentation du prix de la viande de volaille en valeur nominale, alors que les prix en valeur réelle seront en légère baisse tout au long de la période de projection.

Les prix nominaux de la viande ovine ne devraient s'accroître que légèrement, notamment en raison de la baisse de la demande d'importations de la Chine et du Moyen-Orient ainsi que d'une augmentation progressive de la production ovine en Australie, au Nigéria et au Pakistan. En Nouvelle-Zélande, l'extension continue du cheptel laitier ne devrait pas permettre d'augmentation sensible du cheptel ovin au cours de la période considérée. Après plusieurs années de déclin au sein de l'Union européenne, la production devrait se stabiliser au niveau actuel, avec un retour attendu à la rentabilité et à la mise en œuvre d'un régime de soutien couplé volontaire.

Dans la première partie de la période de projection, la production bénéficiera dans une certaine mesure d'écarts favorables entre le prix de la viande et le coût des aliments, ainsi que de taux de conversion alimentaire plus avantageux. L'augmentation de la productivité entraînera par ailleurs la création d'un marché axé sur l'offre qui contribuera à limiter les hausses de prix sur toute la période de projection. La volaille reste le principal facteur de croissance de la production totale de viande, essentiellement sous l'effet de l'augmentation de la demande dans le monde en développement, en particulier en Asie. Les faibles coûts de production, les forts taux de conversion alimentaire et les prix peu élevés des produits contribuent à faire de la volaille la viande préférée des producteurs et des consommateurs.

Graphique 3.4.1. Indice du coût de l'alimentation animale et ratios entre le prix de la viande et celui de l'alimentation animale



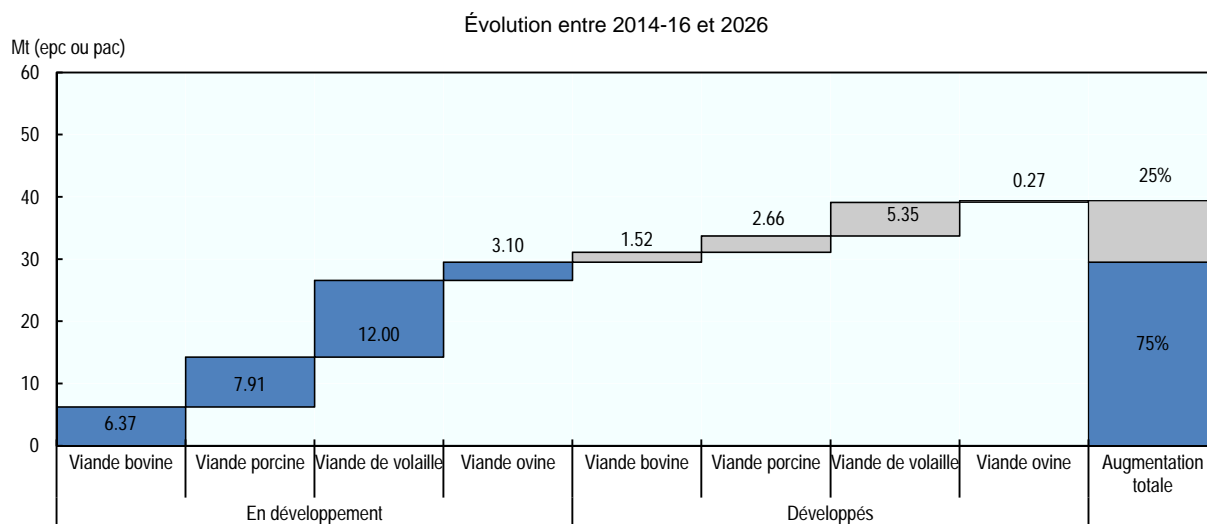
Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933524657>

Production

La réaction de l'offre d'animaux de boucherie aux signaux du marché continue d'être influencée par la réglementation relative à la protection de l'environnement et à la sécurité des aliments, en plus de la disponibilité des ressources naturelles et des gains de productivité liés aux progrès techniques et technologiques. Il s'ensuit que la production pourrait augmenter dans de nombreux pays en développement riches en prairies naturelles et terres agricoles propices à la culture de céréales fourragères, notamment en Amérique du Sud et en Afrique subsaharienne.

Graphique 3.4.2. Croissance de la production par région et par type de viande



Note : epc : équivalent poids carcasse ; pac : prêt à cuire.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933524676>

La production totale de viande devrait se chiffrer à un peu plus de 39 Mt à l'horizon 2026, soit presque 353 Mt, dont presque 75% interviendra dans les pays en développement (graphique 3.4.2). À partir de 2016, la production de volaille devrait dépasser celle de viande porcine.

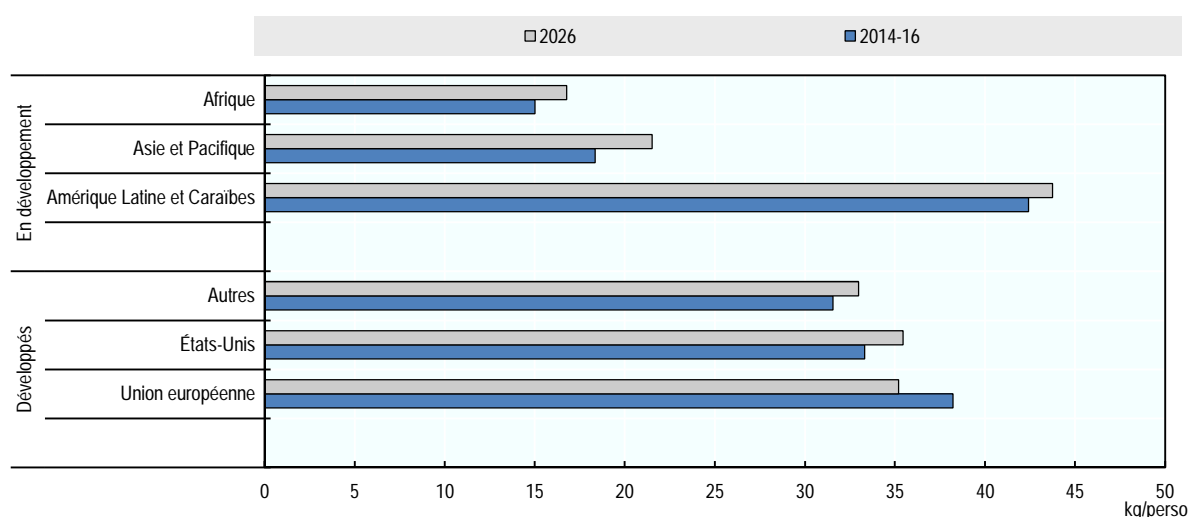
La production de viande est toujours dominée par le Brésil, la Chine, l'Union européenne et les États-Unis, mais la hausse prévue de la production de ces pays devrait quelque peu ralentir au cours de la période de projection (graphique 3.4.3). La croissance de la production brésilienne tirera parti de l'abondance des ressources naturelles, des aliments du bétail et des pâturages, ainsi que des gains de productivité et, dans une certaine mesure, de la dévaluation du réal. La production chinoise bénéficiera essentiellement de l'augmentation des économies d'échelle liée à la transformation des petites unités de production en grandes exploitations commerciales. Les autres pays en développement susceptibles de contribuer sensiblement à l'augmentation de la production de viande sont notamment l'Argentine, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique, le Pakistan et le Viet Nam (graphique 3.4.4).

En 2026, la production de viande bovine dans les pays en développement aura augmenté de 16 % par rapport à la période de référence, et représentera 80 % de la hausse de la production de ce type de viande. Pas moins de 75 % de cette production supplémentaire est attribuée à l'Argentine, à la Chine, au Brésil, à l'Inde, au Mexique et au Pakistan. En Inde, la majorité de la hausse de la production est due à la progression des produits laitiers. Dans les pays développés, la production en 2026 sera supérieure de 5 % à la période de référence, principalement en raison de la forte augmentation enregistrée aux États-Unis. En Nouvelle-Zélande et en Europe, où les races laitières représentent près des deux tiers de l'offre, la production de viande bovine évoluera à la baisse, principalement en raison des gains de productivité dans le secteur laitier – qui limiteront le potentiel de production de viande bovine – et de la diminution de la demande. Sur le long terme, les effectifs de vaches laitières devraient prendre de l'ampleur dans l'Europe du nord-ouest – où les zones de pâturages sont vastes –, alors que ceux de vaches à viande devraient se stabiliser dans les régions ayant opté pour le soutien couplé facultatif de la viande bovine.

L'Amérique du Nord, l'Australie et le Brésil ont entamé un processus de reconstitution des effectifs bovins, qui devrait se poursuivre dans les premières années de la période de projection. Cette démarche fait suite à une longue période de décapitalisation du cheptel due à un contexte de sécheresse et à la diminution de la rentabilité liée à une hausse ponctuelle du coût des aliments. Au cours de la période considérée, la production continue de s'accroître dans les principaux pays producteurs. Sur le court terme, la production sera maintenue grâce à l'augmentation des poids carcasse due à la baisse des coûts des aliments, mais aussi grâce à la hausse du nombre d'abattages – la reconstitution du cheptel amorcé il y a deux ans commençant à se traduire par un agrandissement des troupeaux.

Graphique 3.4.3. Croissance annuelle de la production par type de viande

Variation des volumes en glissement annuel

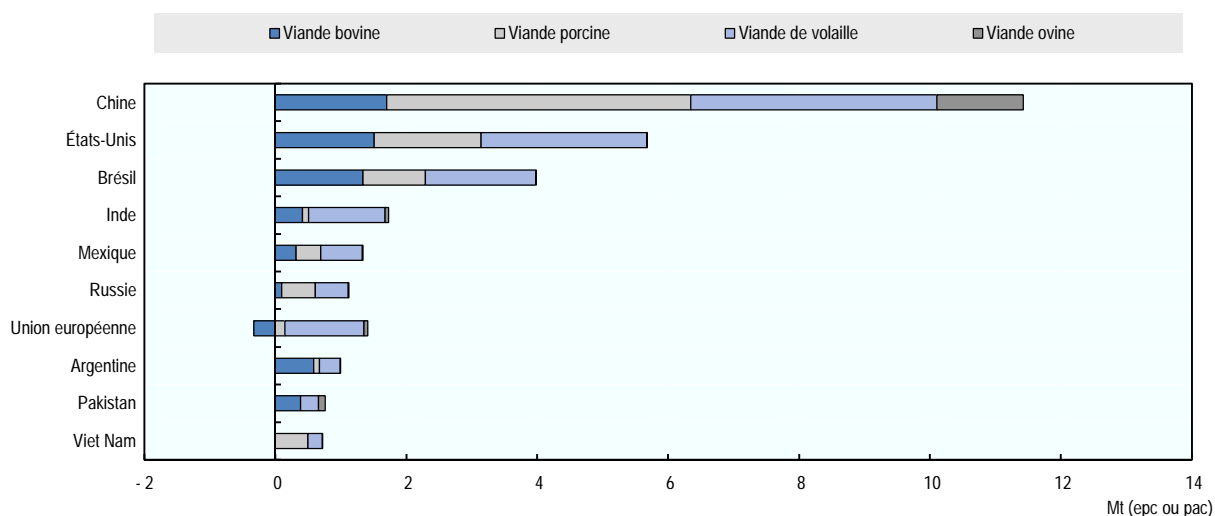


Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933524695>

Graphique 3.4.4. Pays contribuant le plus à l'augmentation de la production par type de viande

Évolution entre 2014-16 et 2026

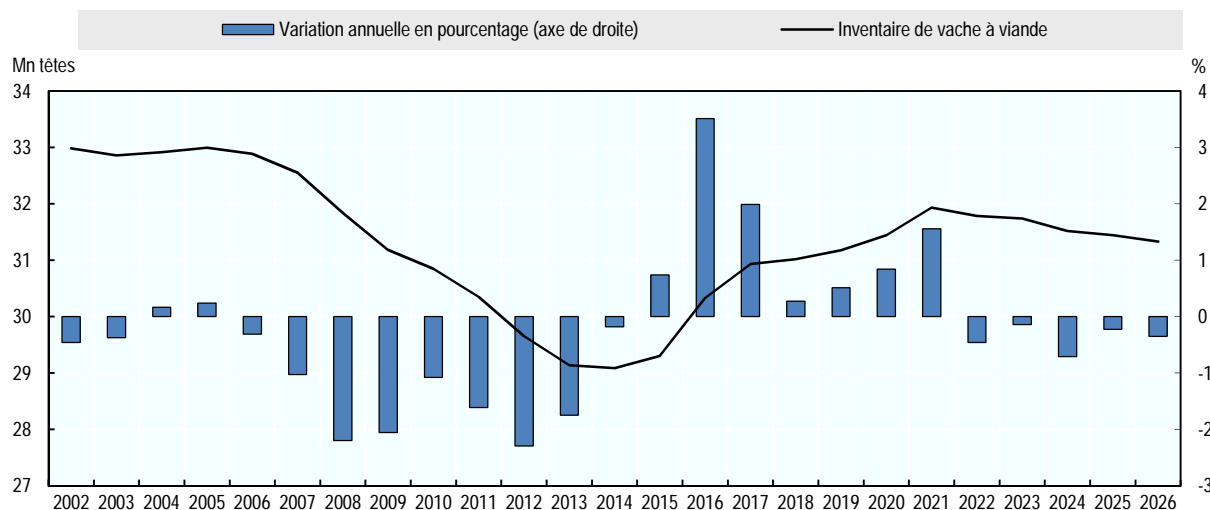


Note : epc : équivalent poids carcasse ; pac : prêt à cuire.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933524714>

Aux États-Unis, par exemple, le cheptel total de vaches à viande va s'accroître jusqu'en 2021, même si un certain nombre d'indicateurs laissent à penser que le taux de progression va progressivement s'affaiblir au cours de la période de projection. Ces indicateurs sont notamment un recul de la consommation intérieure de viande bovine par habitant après 2021, ainsi qu'une faible augmentation de la part de la production destinée à l'exportation. La baisse des indicateurs de la rentabilité dans la dernière partie de la prochaine décennie confirme la projection selon laquelle le cheptel bovin aux États-Unis entamera à partir de 2022 un cycle de baisse (graphique 3.4.5.).

Graphique 3.4.5. Effectifs des vaches à viande aux États-Unis

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933524733>

L'expansion de la production mondiale de viande porcine ralentira au cours des dix prochaines années. En Chine, la production repartira à la hausse après la baisse de 2016 et fournira 44 % de la production mondiale supplémentaire (soit 4.6 Mt). Au total, le volume global restera en adéquation avec la demande qui, malgré la reprise, reste très inférieure à celle de la précédente décennie. Le cheptel porcin en Chine a diminué en l'espace de quatre ans, principalement du fait de l'entrée en vigueur de la loi chinoise sur la protection de l'environnement, qui restreint la production de viande porcine dans le sud du pays¹ tout en favorisant son transfert vers le nord. De forts taux de croissance de la production sont également prévus au Brésil, au Mexique, aux Philippines, dans la Fédération de Russie, aux États-Unis et au Viet Nam au cours de la période considérée. La forte demande d'importations qui est prévue de la part de la Chine favorisera une légère augmentation de la production dans l'Union européenne, malgré un marché intérieur saturé.

La volaille continuera de renforcer sa position dominante dans le secteur de la viande et représente près de 45 % de la production supplémentaire des dix années à venir. Son cycle de production court permet aux producteurs de réagir rapidement aux signaux du marché, et se prête à des améliorations rapides en matière de génétique, de santé des animaux et de pratiques alimentaires. La production augmentera rapidement dans les pays où l'offre de céréales fourragères est excédentaire : le Brésil, le Mexique, la Fédération de Russie, l'Ukraine, les États-Unis et l'Union européenne (en particulier la Hongrie, la Pologne et la Roumanie, qui investissent dans le secteur). Une progression rapide de la production est également à noter en Asie, où elle est conduite par la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la République islamique d'Iran, la Malaisie, le Pakistan, la Thaïlande et le Viet Nam.

La production de viande ovine enregistrera un fort taux de croissance et les pays en développement assureront l'essentiel de la production supplémentaire. Premier producteur de viande ovine, la Chine y contribuera à hauteur de 40 %. La part de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande dans la production mondiale devrait légèrement baisser tout au long de la période considérée, avec une stabilisation du cheptel ovin en Nouvelle-Zélande et sa reconstitution progressive en Australie. Parallèlement, celle de l'Afrique subsaharienne progressera lentement et cette région représentera 23 % de la production supplémentaire mondiale.

Consommation

Dans une grande partie du monde en développement, la consommation de viande par habitant a diminué en 2016 en même temps que la croissance des revenus connaissait un ralentissement, en particulier dans les régions très dépendantes des exportations de produits agricoles. La demande de viande devrait repartir à la hausse au cours de la période considérée – en particulier dans le monde en développement –, mais cette progression devrait généralement être plus faible qu'au cours de la précédente décennie. La reprise de la demande s'appuiera surtout sur la hausse des revenus et la croissance démographique, en particulier dans les pays d'Asie, d'Amérique latine et du Moyen-Orient où les classes moyennes représentent une part importante de la population. Dans les pays développés, où le niveau de consommation est déjà élevé, la demande de viande continue de s'accroître (en particulier aux États-Unis), mais à des taux généralement inférieurs à ceux des pays en développement, où l'accroissement de la population est en général plus important (graphique 3.4.6).

Dans les pays les moins développés où le taux de croissance démographique est élevé, la consommation de viande progresse rapidement, quoique depuis un niveau de départ modeste. C'est notamment le cas en Afrique subsaharienne, où la viande bovine représente l'essentiel de la consommation supplémentaire de la région, devant la volaille. Si la majorité de la viande bovine consommée en Afrique subsaharienne est produite dans la région, la moitié de la consommation supplémentaire de volaille proviendra de l'importation.

La consommation de viande bovine augmentera progressivement au cours des dix prochaines années. Entre la période de référence et 2026, elle devrait s'accroître de près de 6 % dans les pays développés et d'environ 17 % dans les régions en développement. Ramenée par habitant, la consommation de viande bovine dans le monde en développement reste faible par rapport aux pays développés, où elle est environ trois fois plus élevée en volume. La croissance démographique en Asie demeure un moteur important de cette hausse. À cela s'ajoute la perception par les acheteurs chinois que les viandes bovine et ovine sont plus saines et non porteuses de maladies ; le résultat est une augmentation de 44 % de la consommation de viande bovine en Asie au cours de la prochaine décennie.

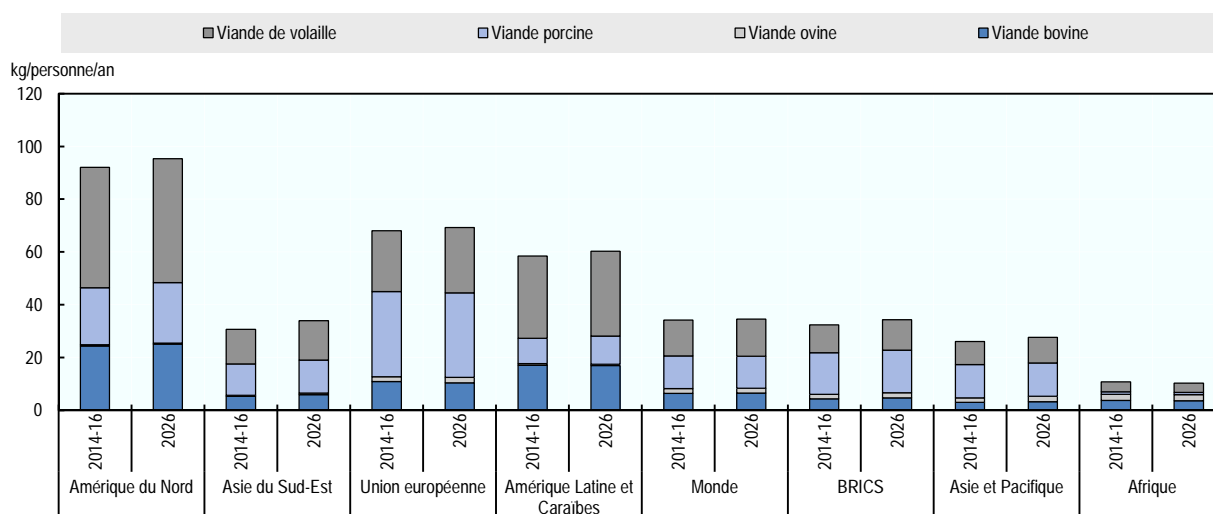
La consommation par habitant de viande porcine diminue légèrement au cours de la période étudiée, et atteint un niveau de saturation dans la plupart des pays développés. En revanche, dans les pays en développement, les niveaux de consommation par habitant sont très différents selon les régions. La consommation connaît une augmentation soutenue en Argentine, au Brésil, au Mexique et en Uruguay, mais généralement inférieure à celle de la précédente décennie. La consommation a progressé rapidement ces dernières années en Amérique latine, grâce à la hausse de la production intérieure et de la qualité de la viande porcine, mais aussi à son prix relatif avantageux, qui en fait l'une des viandes préférées aux côtés de la volaille. En revanche, de nombreux pays, jouissant de conditions économiques favorables et d'une augmentation de la consommation de viande, consomment généralement moins de viande porcine que d'autres viandes, ce qui se traduit par une stagnation – voire une diminution – de la consommation par habitant au

niveau régional. Dans ces régions, la hausse de la consommation totale de viande porcine est toujours portée par l'accroissement démographique.

La consommation de viande de volaille est en augmentation quels que soient la région ou le niveau de revenu. La consommation par habitant va elle aussi augmenter, y compris dans le monde développé, mais le pourcentage d'augmentation demeurera légèrement plus élevé dans les régions en développement. Au niveau mondial, la consommation de viande de volaille a enregistré en 2016 une rapide progression, et a supplanté la viande porcine en tant que protéine animale préférée. Cela sera toujours le cas au cours de la période étudiée, et la volaille devrait représenter presque 45 % de la consommation supplémentaire de viande au cours des dix prochaines années.

La consommation mondiale par habitant de viande ovine s'élèvera à 2.1 kg en poids au détail à l'horizon 2026. En Amérique latine, la consommation de cette viande par habitant devrait rester stable. En revanche, la viande ovine continuera de gagner du terrain dans plusieurs pays tels que la Chine, ainsi que là où ce type de viande est déjà consommé traditionnellement (comme le Moyen-Orient) en raison de l'essor des classes moyennes et de l'accroissement de la population en général.

Graphique 3.4.6. Consommation de viande par habitant, par pays ou région



Note : epc : équivalent poids carcasse ; pac : prêt à cuire.

Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933524752>

Échanges

Selon les projections établies pour 2026, les exportations de viande au niveau mondial vont augmenter de 14 % par rapport à la période de référence. Cela représente un ralentissement de la croissance des échanges, dont le taux annuel moyen tombera à 1.4 % au lieu de 3.4 % au cours de la précédente décennie. En revanche, la part de la production totale exportée sur le marché mondial sera sensiblement la même en 2026 que pendant la période de référence. Dans le monde en développement, une part de plus en plus importante de la consommation de viande proviendra, au cours de la période considérée, des importations. Les importations seront en hausse, en particulier celles de volaille et de viande bovine, qui représenteront 85 % des échanges supplémentaires de viande en 2026. L'Asie cumulera le pourcentage le plus élevé de la hausse des importations (notamment la Chine, la Corée, les Philippines et le Viet Nam). À l'heure actuelle, les importations de viande par l'Asie du Sud-Est représentent 10 % des échanges mondiaux, mais leur augmentation rapide portera ce taux à 12 % d'ici à 2026. Cette hausse proviendra en grande partie du Viet Nam et des Philippines (graphique 3.4.7). Pour certains produits, comme la volaille, l'accroissement de la demande sera partiellement satisfait par le développement des échanges locaux ; pour ce qui est de la viande bovine, l'augmentation de la demande sera satisfaite grâce à l'élargissement et la diversification de la base d'approvisionnement. La volaille représentera 40 % de la demande supplémentaire d'importations de l'Asie du Sud-Est.

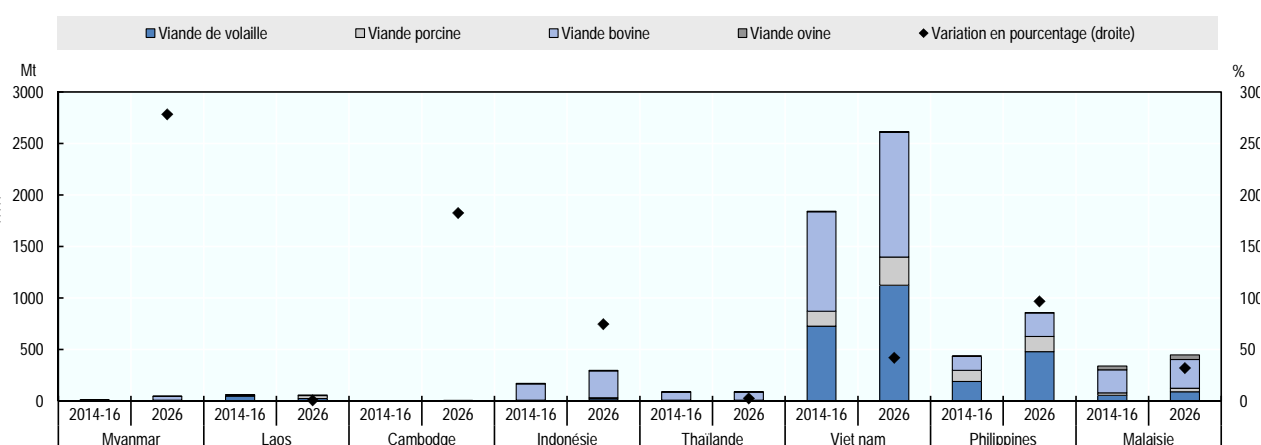
Les pays développés devraient réaliser légèrement plus de la moitié des exportations mondiales de viande d'ici à 2026, mais leur part sera en baisse régulière par rapport à la période de référence. Les exportations de viande seront de plus en plus concentrées : le Brésil devrait représenter plus d'un tiers de l'augmentation totale des échanges, et les

États-Unis plus d'un quart. Les exportations de l'Union européenne progresseront beaucoup plus lentement. L'UE a amélioré son accès aux marchés asiatiques, mais ne pourra en tirer pleinement parti du fait de la concurrence de l'Amérique du Nord et du Sud. Dans les régions en développement, les pays traditionnellement exportateurs devraient continuer de représenter une forte proportion des échanges mondiaux de viande. Le Brésil et l'Argentine bénéficieront quelque peu de la dépréciation de leur monnaie.

En 2016, la plus forte demande d'importations de viande provenait de Chine. Au cours de la période considérée, cette demande au niveau mondial sera plus faible, principalement du fait de la baisse des importations chinoises de viande porcine. Cette baisse sera partiellement compensée par le regain des importations de viande bovine par les pays d'Afrique subsaharienne et d'Asie-Pacifique. Pendant la période de projection, l'augmentation de la production de viande en Chine ne sera pas suffisante pour répondre à la demande nationale, ce qui signifie que le pays aura besoin de continuer à importer de grandes quantités. Le Viet Nam, porté par des conditions économiques favorables, concentrera une forte proportion de la hausse des importations de tous les types de viandes. L'Afrique est une autre région où les importations progressent rapidement, même si un grand nombre des pays en question partent d'un niveau peu élevé.

La croissance mondiale des importations en volume est alimentée par la volaille qui, pour l'essentiel, est importée par les pays en développement. La grande majorité des échanges supplémentaires de viande bovine auront lieu entre les pays en développement. Les pays développés assureront toutefois l'essentiel des échanges supplémentaires de viande porcine, presque exclusivement destinés au monde en développement. En d'autres termes, si la croissance des échanges de viande bovine concerne de plus en plus les pays en développement, celle des échanges de viande porcine reste essentiellement limitée aux pays développés.

Graphique 3.4.7. Importations de viande dans un échantillon de pays d'Asie du Sud-Est



Source : OCDE/FAO (2017), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933524771>

Le Brésil a augmenté ses exportations de viande porcine vers la Fédération de Russie – qui a imposé un embargo sur les importations en provenance de certains fournisseurs traditionnels –, et cette hausse devrait continuer à moyen terme, de manière soutenue. On prévoit également que le Brésil profitera de la forte demande de volaille du monde en développement, où les habitudes alimentaires ne cessent de se diversifier et de s'orienter vers une plus grande consommation de protéines animales. Le secteur avicole brésilien est très concurrentiel et peut rivaliser avec les producteurs locaux dans les zones urbaines du monde en développement. Au cours de la période considérée, le Brésil supplantera les États-Unis en tant que premier exportateur de volaille.

L'Australie et la Nouvelle-Zélande continueront de dominer les marchés mondiaux de la viande ovine, tandis que la Chine et le Moyen-Orient assisteront au développement continu de leur classe moyenne. L'Australie devrait augmenter sa production de viande d'agneau aux dépens de celle de mouton. En Nouvelle-Zélande, la croissance des exportations sera atone, l'élevage ovin étant progressivement remplacé par l'élevage laitier.

Principales questions et incertitudes

Les politiques commerciales restent un facteur important qui influence la dynamique des marchés mondiaux de la viande. Aussi, divers accords commerciaux prévus ou mis en œuvre au cours de la période de projection pourraient entraîner une diversification ou une concentration notable des échanges. Les accords multilatéraux s'avèrent difficiles

à ratifier, ce qui risque de favoriser les accords bilatéraux. Bien que divers accords commerciaux aient été ratifiés, les exigences techniques peuvent constituer des obstacles aux échanges et compliquer l'adoption d'une approche internationale systématique concernant les normes à utiliser.

Les mesures commerciales unilatérales et/ou non programmées représentent un autre facteur de risque au regard des projections. L'embargo imposé en 2014 par la Fédération de Russie sur les importations alimentaires en provenance des États-Unis, de l'Australie, de la Norvège, du Canada et de l'Union européenne – en réponse aux sanctions économiques de ces mêmes pays – en est un exemple. Les politiques nationales ont également une influence sur la compétitivité des producteurs de viande. L'investissement dans l'infrastructure (comme par exemple le programme de rénovation des axes de transport des bovins dans l'État australien du Territoire du Nord) permettra d'améliorer la continuité de la chaîne d'approvisionnement des bovins et de réduire les pertes de produits alimentaires.

Un autre facteur important pouvant modifier les perspectives est l'ensemble des problèmes sanitaires et de sécurité des aliments liés aux épizooties. La Fédération de Russie a par exemple interdit les importations de viande porcine en provenance de l'Union européenne à la suite d'une flambée de peste porcine africaine en Europe orientale. Elle a également fermé son marché à la viande porcine européenne en représailles aux sanctions économiques décidées par l'UE (qui devraient prendre fin en 2017). De la même manière, l'apparition d'une épidémie de grippe aviaire en Europe, aux États-Unis et en Chine pourrait avoir une incidence sur le volume des échanges de viande. En fonction de leur durée, de leur intensité, des réactions des consommateurs et des restrictions commerciales, ces embargos pourraient influencer sur la production, la consommation et les échanges de viande aux niveaux national et régional.

Les réglementations ayant trait à l'environnement et à la santé des animaux, ainsi qu'aux transferts, au commerce et au transport transfrontière des animaux (voir l'encadré 3.4.1) risquent d'entraver le développement du secteur de l'élevage car elles entraînent des coûts de mise en conformité – en s'attaquant aux lieux de production ou en imposant des exigences spécifiques concernant les bâtiments consacrés aux animaux ou l'élimination des déchets. Le secteur de l'élevage est également considéré comme une source majeure d'émissions anthropiques de gaz à effet de serre (GES). Or, l'augmentation de la demande de produits animaux, liée à la croissance de la population mondiale et des revenus, entraînera sans doute celle des émissions de GES. Bien que cela soit vraisemblable, nul ne sait si certains pays obligeront les éleveurs à limiter leurs émissions de carbone à moyen ou long terme. On estime par ailleurs que 20 % environ de la production mondiale de viande est gaspillée et que les consommateurs des pays développés pourraient réduire leur consommation de calories animales en se tournant vers d'autres sources de protéines. Un changement de ce type permettrait de réduire les émissions de GES. La nature de la consommation évolue également, et la compétitivité future du secteur de la viande pourrait reposer sur l'ajout de valeur aux produits d'origine animale et sur la réponse aux inquiétudes des consommateurs en matière de santé.

Encadré 3.4.1. La collaboration internationale au service d'une meilleure santé des animaux et d'une plus grande sécurité des échanges

L'Asie du Sud-Est se caractérise par une croissance économique positive et une urbanisation rapide, ce qui entraîne une diversification des habitudes alimentaires et une demande accrue de protéines d'origine animale. Le secteur de l'élevage s'est développé en conséquence, suscitant une augmentation des effectifs de bétail, de la taille des unités de production, de la consommation intermédiaire et de la spécialisation. L'amélioration de la stabilité politique, la libéralisation des politiques et la modernisation des infrastructures ont également permis à cette croissance de devenir un moteur du commerce de bétail et des migrations régionales. Bien que positifs, ces facteurs ont, par inadvertance, créé un environnement propice à l'apparition d'épizooties¹, qui peuvent avoir d'importantes répercussions en matière économique, sociale et de santé publique. Les épizooties étant souvent liées à l'absence de réglementation des transferts et des échanges d'animaux, ainsi qu'au transport transfrontière de produits alimentaires contaminés, la compréhension de ces processus est indispensable à la prévention, la détection et la gestion des risques, afin de garantir la sécurité des échanges, une croissance économique soutenue et la sécurité des aliments dans la région.

Les transferts transfrontières non réglementés des animaux de boucherie représentent une part importante du commerce d'animaux vivants et créent des risques supplémentaires d'extension de l'épizootie de fièvre aphteuse dans la région. Malgré les différences naturelles qui existent entre les pays et les races d'animaux, les écarts de prix génèrent une configuration type des échanges. Le porc (y compris le porcelet non sevré) est produit la plupart du temps au Viet Nam et est exporté vers le Laos, la Thaïlande, la Malaisie et le Cambodge. Le Myanmar importe principalement des buffles du Népal et d'Inde, mais aussi du bétail du Bangladesh, et sert de pays de transit pour l'exportation de ces animaux vers l'Asie du Sud-Est. La Thaïlande est le plus gros importateur de gros ruminants en provenance du Myanmar, du Cambodge et du Laos. L'augmentation de la demande de protéines animales dynamise par ailleurs le commerce de bétail entre les pays de l'Asie du Sud-Est et la République populaire de Chine.

Partant du principe qu'aucune épizootie majeure ne se déclenche au cours des dix ans à venir et que la hausse de la production continuera d'être limitée par la pression constante des événements naturels, une hausse des échanges est à prévoir au cours de la période considérée, à la fois au sein et à l'extérieur de la région. Les importations de volaille devraient s'accroître en Asie du Sud-Est d'environ 4.5 % par an, soit une progression du volume des échanges d'environ 49 % entre

2016 et 2026. Les importations de porc devraient augmenter de 5.3 % par an en moyenne à l'horizon 2026, ce qui représente une progression totale de 68 %. Dans la mesure où le commerce de viande infrarégional et les transferts d'animaux intra régionaux sont en partie informels, des épizooties pourraient survenir de façon imprévisible et avoir des conséquences graves.

L'augmentation du volume des échanges et de la densité du cheptel renforce le risque d'épizooties et, par voie de conséquence, celui de la destruction des communautés rurales dépendant de la production animale pour survivre. Le secteur de l'élevage en Asie du Sud-Est se trouve à un stade de transition. Bien qu'il s'industrialise de plus en plus, de petits éleveurs détiennent toujours une part importante du cheptel total, qui vit en majorité à proximité des humains sans précautions sanitaires particulières. Cette configuration dualiste devrait se maintenir et faire partie intégrante du système agro-écologique existant en zone rurale, avec les risques considérables que cela suppose en termes de flambée d'épizooties dans la région.

Les épizooties survenues par le passé en Asie du Sud-Est ont eu des conséquences économiques graves, en menaçant la stabilité globale du marché ainsi que la sécurité alimentaire dans la région. Les événements de même ampleur qui surviendraient à l'avenir pourraient avoir des conséquences similaires. Il est donc évident que la prévention des épizooties et la mise en place de mesures d'urgence procurent des avantages nettement supérieurs à leurs coûts, et que de telles actions sont indispensables pour assurer le développement durable des communautés rurales. Il existe à l'heure actuelle en Asie du Sud-Est et en Chine toutes sortes de dispositifs œuvrant pour le contrôle et la prévention de la propagation transfrontière des maladies et des crises sanitaires animales. La collaboration entre les organisations, les pays et les secteurs (comme par exemple la mise en relation, au sein d'un cadre, des services vétérinaires, épidémiologiques, scientifiques et de santé publique) est primordiale pour lutter efficacement contre la propagation transfrontière des maladies, limiter les risques d'épidémies et, par voie de conséquence, réduire la variabilité future de la production et des échanges.

Les activités conjointes menées dans la région sont notamment les suivantes : 1) création d'une plateforme officielle de collaboration et de coordination, afin de promouvoir le contrôle de la propagation transfrontière des maladies animales ; 2) promotion de la production animale sans fièvre aphteuse dans certaines zones, afin de garantir la sécurité des échanges et des exportations ; 3) renforcement des moyens disponibles pour faire face aux menaces et aux pertes dues aux maladies porcines (notamment le syndrome dysgénésique et respiratoire du porc et la peste porcine classique), et préparation contre des maladies comme la peste porcine africaine ; 4) aide à la conception de plans nationaux pour prévenir, détecter et éradiquer la virose ovine et caprine ainsi que la peste des petits ruminants (PPR), conformément à la Stratégie mondiale pour le Contrôle et l'Éradication de la PPR de la FAO/l'OIE ; 5) utilisation de dispositifs de contrôle progressif pour gérer et réduire la charge de morbidité de façon systématique en respectant les directives internationales ; enfin 6) analyse de la chaîne de valeur – en particulier sur les marchés des animaux sur pied –, ainsi que de sa contribution à l'apparition et la propagation des maladies. La collaboration entre l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) se traduit par des programmes comme la campagne de lutte contre la fièvre aphteuse en Asie du Sud-Est et en Chine (SEACFMD) ainsi que le programme EPT contre les nouvelles menaces pandémiques, financé par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID).

1. Les maladies ayant d'importantes répercussions économiques, sociales ou de santé publique dans la région sont notamment la fièvre aphteuse, la grippe aviaire, la rage, le syndrome dysgénésique et respiratoire du porc (SDRP), la peste porcine classique et la peste porcine africaine.

Note

- 1 La loi prévoit l'augmentation des sanctions financières imposées aux éleveurs qui gèrent mal leurs déchets. Les collectivités locales appliquent des réglementations environnementales plus strictes pour fermer ou déplacer des exploitations porcines, en particulier celles situées à proximité de zones à forte densité de population. Plus de la moitié des petites exploitations de la province du Guangdong auraient ainsi fermé leurs portes tandis que les autres ont été contraintes à réduire leur cheptel. Une initiative comparable a été prise dans la province du Fujian (OCDE (2016), *Politiques agricoles : suivi et évaluation*).